# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## Nigeria

Question au Gouvernement n° 569

### Texte de la question

PRISE D'OTAGES AU CAMEROUN

M. le président. La parole est à M. André Schneider, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. André Schneider. Monsieur le Premier ministre, hier matin, sept de nos compatriotes d'une même famille, trois adultes et quatre enfants âgés de cinq à douze ans, ont été enlevés près du parc de Waza dans le nord du Cameroun.

Il s'agit là, à double titre, d'une horrible première.

C'est en effet la première fois que des enfants sont pris en otage. L'horreur de cet acte dépasse notre entendement. Il s'agit là, je le répète, d'une première dramatique.

C'est aussi la première fois que l'on enlève des Français au Cameroun. Les preneurs d'otage, au nombre de six, feraient partie du groupe terroriste Ansaru, lié à la secte extrémiste de Boko Haram. Ils ont conduit leurs victimes en territoire nigérian.

Selon les informations qui circulent, les enfants auraient été séparés des adultes. Espérons que cette séparation signifie qu'il s'agit des prémices de leur éventuelle libération, sinon... Les quelque 6 000 ressortissants français vivant dans ce pays ami sont dans un désarroi complet car la famille enlevée est très appréciée par la communauté française.

Monsieur le Premier ministre, cet enlèvement porte à quinze le nombre d'otages français à l'étranger, tous en Afrique. Au moins six d'entre eux sont détenus par AQMI au Sahel. Selon *Intel center media list*, la France est le pays occidental qui a le plus de ressortissants pris en otage dans le monde, suivi des États-Unis.

Monsieur le Premier ministre, nous ne pouvons pas accepter que des Français servent de monnaie d'échange à des groupes terroristes. Tous les enlèvements sont intolérables, mais enlever des enfants c'est le comble de l'horreur, un acte barbare. Toute la représentation nationale est sous le choc de ce terrible drame. Il en est de même pour tous nos concitoyens.

Aussi, monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous éclairer sur l'action que la France mène déjà et entend mener pour sauver nos compatriotes pris en otage ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP, UDI, RRDP et de nombreux bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères.* Monsieur Schneider, je pense que l'émotion que vous venez d'exprimer, chacun des membres de la représentation nationale la partage. Je vous remercie d'avoir posé cette question et de la manière dont vous l'avez fait.

Hier, effectivement, sept membres d'une même famille dont quatre enfants, le plus petit ayant cinq ans, ont été enlevés à la frontière entre le Cameroun et le Nigeria. Même s'il faut être prudent et vérifier chaque chose, tout indique qu'ils ont été emmenés vers le Nigeria et que les auteurs de l'enlèvement appartiendraient à la secte à laquelle vous avez fait allusion.

Cette prise d'otage s'ajoutant aux précédentes, la France est malheureusement l'un des pays sinon le pays le plus touché. Que faut-il faire ? Évidemment prendre des dispositions préventives partout, dans tous ces pays d'Afrique. Des consignes ont été données aux entreprises et aux administrations afin d'éviter les risques mais il n'est pas possible de les éliminer totalement.

Nous avons bien sûr pris immédiatement contact avec le Cameroun et le Nigeria et des mesures ont été prises,

que je ne détaillerai pas ici pour des raisons évidentes.
Mais la question posée est celle-ci : à l'est, à l'ouest et désormais au centre de l'Afrique, des groupes terroristes, qui sont d'ailleurs souvent liés entre eux, prennent des otages. Que devons-nous faire, nous Français mais aussi l'ensemble de la communauté internationale ? Mesdames et messieurs les députés, il faut faire le maximum pour libérer nos otages mais rien ne serait pire que de céder. Il faut que tous les pays qui, comme nous, croient à la liberté, se réunissent pour lutter contre ces groupes terroristes.
Ce qui se joue au Mali, où nous sommes engagés, est important pour toute l'Afrique parce que c'est là en particulier que nous montrerons que nous ne céderons pas aux groupes terroristes. Quand j'entends votre question, monsieur Schneider, quand je perçois la réaction de tous vos collègues, j'espère et je sais que la représentation nationale française est unie dans la lutte implacable contre les groupes terroristes.
*(Applaudissements sur tous les bancs.)*

## Données clés

**Auteur :** M. André Schneider
**Circonscription :** Bas-Rhin (3e circonscription) - Les Républicains
**Type de question :** Question au Gouvernement
**Numéro de la question :** 569
**Rubrique :** Politique extérieure
**Ministère interrogé :** Affaires étrangères
**Ministère attributaire :** Affaires étrangères

## Date(s) clée(s)

**Question publiée au JO le :** 21 février 2013
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 21 février 2013